

objectif emploi

SERVICE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'EMPLOI
OFFICE RÉGIONAL DE PLACEMENT



Coronavirus

Prise de température
de l'économie jurassienne

Chômage partiel

Une demande jamais vue!

Jacques Gerber

Un ministre au front



Chômage partiel : du jamais vu !

Le chômage partiel a été et demeure un instrument central afin d'atténuer, sur le marché du travail, les conséquences de la crise engendrée par la pandémie.

L'indemnité en cas de réduction d'horaire de travail (RHT) vise à éviter les licenciements en cas de pertes de travail extraordinaires, inévitables et temporaires. Les emplois au sein des entreprises sont ainsi maintenus, de même que les compétences en vue de redéployer l'activité dès que possible.

Bien adapté à la situation engendrée par la pandémie, cet instrument a été encouragé et simplifié par le Conseil fédéral et très utilisé par les entreprises ces derniers mois. Habituellement réservé aux employés en CDI, il a en outre été étendu (temporairement) à d'autres catégories, à l'instar des travailleurs en CDD, aux apprentis et même aux intérimaires.

Nombreux Jurassiens au chômage partiel

A la différence des crises passées, les entreprises n'ont pas seulement subi un recul conjoncturel de la demande. Elles ont aussi été touchées par des mesures sanitaires drastiques, prises par les autorités pour protéger la santé de la population et des travailleurs. Nombre d'entreprises habituellement pas concernées par le chômage partiel ont ainsi dû y recourir.

Ainsi, pas loin de 2000 entreprises différentes ont préavisé du chômage partiel depuis mars dans le Jura, et près de 15'000 salariés, à l'arrêt ou en horaire réduit, le plus souvent dans le secteur secondaire, ont perçu des indemnités RHT en mars comme en avril. Ces chiffres sans précédent suffisent à mesurer l'impact écono-

mique immédiat de la pandémie, et les risques à plus long terme, au niveau de la situation sur le marché du travail.

Pour l'heure, l'objectif d'éviter un boom des licenciements paraît atteint, alors que la plupart des entreprises ont déjà repris leur activité, du moins partiellement.

Le nombre d'entreprises et de travailleurs en horaire réduit demeure important. Des restructurations et des faillites restent ainsi à craindre. Le taux de chômage, qui s'est établi à 4,6% fin juin, devrait continuer d'augmenter ces prochains mois. D'autant que les perspectives d'embauche pour les chômeurs et les nouveaux diplômés qui arrivent sur le marché du travail ne sont pas des plus favorables.

Chômage partiel possible durant 18 mois

Les adaptations du chômage partiel décidées de manière urgente courant

mars seront levées d'ici au 31 août. Il importe cependant de rappeler que l'indemnité en cas de RHT telle que prévue dans l'assurance-chômage demeure à disposition des entreprises au-delà de cette date, si elles restent confrontées à des pertes de travail temporaires, engendrées par la pandémie, et touchant leur personnel en CDI.

Le Conseil fédéral vient même d'en étendre la durée maximale d'utilisation à 18 mois au lieu de 12. Nul doute que cette décision sera utile pour bon nombre d'entreprises jurassiennes. Car un retour à la normale prendra encore du temps, notamment dans notre industrie, dont on connaît l'importance, et sa forte sensibilité aux perturbations de la conjoncture mondiale.

www.travail.swiss

Texte : Nicolas Ackermann et Didier Walzer

Pics des RHT dans le Jura

	Crise financière	franc fort	Covid-19
Mois sous revue	octobre 2009	octobre 2016	avril 2020*
Entreprises en RHT	123	53	1 488
Travailleurs en RHT	2 165	748	15 864
Indemnités RHT	CHF 4.2 mio	CHF 1.6 mio	CHF 34.8 mio

Source : SEE/SIPAC

* données provisoires



Éditorial

Coronavirus : prise de température de l'économie jurassienne

Par Didier Walzer, rédacteur responsable

En plein cœur de la crise du Covid-19, l'on a beaucoup parlé des difficultés rencontrées par les secteurs de l'hôtellerie-restauration et du commerce de détail. A juste titre. Si les restaurants ont rouvert, l'hôtellerie, au même titre que l'événementiel et le culturel, demeurent en difficulté en Suisse, contrairement au commerce de détail, qui, à la faveur d'un phénomène de rattrapage, devrait pouvoir compter, en 2020, sur un chiffre d'affaires comparable à celui de l'année dernière.

Quant à la construction, où le respect des règles sanitaires a été particulièrement compliqué à mettre en place, d'où la fermeture d'un certain nombre de chantiers, elle a aussi repris des couleurs. Depuis le début du déconfinement, le travail ne manque pas pour terminer les projets un temps à l'arrêt – généralement planifiés à moyen terme. Les entreprises spécia-

lisées ayant besoin de personnel, le chômage a même baissé dans cette branche. C'est certainement plus loin dans le temps que des risques se présenteront pour cette branche, les investisseurs préférant sans doute repousser, voire renoncer à certains projets.

Le tourisme, lui, considérablement touché en début de saison, devrait pouvoir compter, cet été, sur la clientèle indigène, qui pourrait en partie passer ses vacances au pays. Dans ce contexte, le Jura a une belle carte à jouer. Sa nature intacte, ses grands espaces et des prix défiant toute concurrence lui permettent de placer beaucoup d'espoir dans la visite soutenue de nos compatriotes ces prochaines semaines.

Cependant, le niveau d'activité dans l'industrie, l'horlogerie en particulier, reste faible et préoccupant.

Aujourd'hui encore, le chômage partiel, dont la prolongation à 18 mois vient d'être annoncée par le Conseil fédéral, est très utilisé.

Dans ce numéro d'Objectif Emploi, nous prenons le pouls de plusieurs acteurs de l'économie jurassienne, évoquons leurs difficultés, mais aussi certaines opportunités.

En effet, à l'image de Busch, à Chevèze, qui fabrique des pompes à vide pour les hôpitaux et lits de réanimation, plusieurs entreprises se montrent réactives et inventives dans le cadre de la pandémie.

C'est également le cas de Turck duotec, à Delémont, et ses capteurs de flux, mesurant la quantité d'air passant à travers le tube du respirateur artificiel, qui s'apprête à augmenter massivement sa production.

Sommaire

N°45 | Juillet 2020

« Je n'avais jamais vécu aussi intensément la puissance du collectif qu'en plein cœur de la crise du coronavirus. »

Jacques Gerber, ministre de l'économie et de la santé

2

Chômage partiel

Bond historique

4-10

Immersion dans l'économie jurassienne

Les entreprises régionales souffrent et se battent

11-12

Interview de Jacques Gerber

Le ministre de l'économie et de la santé à propos de l'après-crise



Immersion dans l'économie jurassienne

Dans les circonstances exceptionnelles que nous connaissons, les entreprises régionales affichent courage et volontarisme pour surmonter la crise et se projeter, dans la mesure du possible, au-delà du coronavirus.

Willemin-Macodel, dans la zone industrielle de Delémont, fournisseur de solutions d'usinage innovantes et de robotisation pour l'industrie et l'horlogerie, ne transige pas avec les mesures de sécurité liées au coronavirus : « Lorsque nous avons décidé de faire revenir la grande majorité, soit environ 70% de nos 280 collaborateurs, le mardi 14 avril, chacun a reçu deux masques lavables. Nous en avons aussi acquis un certain nombre, jetables, pour les invités. Et nous veillons continuellement au réapprovisionnement à la faveur de prix redevenus corrects », explique Olivier Haegeli, directeur.

Le gel hydroalcoolique est omniprésent, l'idée étant qu'il soit à portée de vue partout dans l'entreprise. « Nous avons en outre recommandé les lunettes de protection, mais il s'agissait d'une fausse bonne idée. Celles-ci et le masque simultanément, ça ne marche pas. »

Mais ce n'est pas tout. Chaque matin, la température des employés est prise. Les entrées du personnel ont été canalisées. Il n'y en a plus qu'une seule, contre trois habituellement. Toutes les portes intérieures sont par ailleurs systématiquement ouvertes. Il y a au maximum cinq personnes parallèlement au vestiaire et elles ont la possibilité d'arriver directement avec leurs vêtements de travail. « Concernant les plages horaires, nous sommes devenus plus flexibles. »

Le télétravail si possible

Où cela était possible, le télétravail a été mis en place, mais l'essentiel des collaborateurs sont obligés d'être à l'usine. « Toutefois, il y a une distance de deux mètres entre tous les postes. Et l'avons même allongée où c'était encore possible. De toute façon, c'est en principe toujours la même personne qui est affectée à la même machine. De surcroît, la conciergerie désinfecte régulièrement les outils

communs, de même que les commandes numériques des machines en montage. »

Le bureau technique, qui occupe une quarantaine de collaborateurs, ne fonctionne plus avec toute l'équipe conjointement, mais avec 50% de son effectif. « Comme nous avons enregistré une baisse des commandes, le chômage partiel a été introduit et nous faisons venir les gens alternativement. Nous organisons en outre de petites séances quotidiennes, qui ont été suspendues, car nous ne sommes pas parvenus à trouver une solution pour garder les distances. »

Concernant la cafétéria, elle n'est plus une zone de pause, même s'il est possible de s'y rendre une personne à la fois. Et la machine à café elle-même est désinfectée quatre fois par jour. Des horaires pour les pauses cigarettes ont également été instaurés par département.

Les visiteurs, eux, ne sont plus accueillis que sur rendez-vous, ce qui constituait déjà la norme ou presque préalablement.

Quant à l'affichage des recommandations liées au coronavirus, il est omniprésent dès la réception. Et à l'entrée du personnel également. «A mon avis, une grippe classique ne passe plus ici !», sourit Olivier Haegeli.

Les ressources humaines, le responsable sécurité et, dans une certaine mesure, la direction supervisent l'application de ces mesures.

Nécessité de terminer les tâches en cours

«Peut-être donne-t-on l'impression d'avoir poussé les mesures sanitaires au maximum, mais nous avons vraiment besoin de travailler, de terminer les tâches en cours. Parallèlement, évidemment, personne ne souhaite contracter le virus, ni le transmettre. Ce qui compte, c'est que les collaborateurs m'ont l'air confiant, sont de bonne humeur et adhèrent pleinement aux règles sanitaires internes.»

L'activité ayant été brusquement suspendue mi-mars, l'entreprise a commencé par mettre en place une cellule de crise composée de la direction et des responsables de secteurs. «Il était indispensable de maintenir la chaîne de communication avec les collaborateurs. C'est pourquoi nous avons créé des groupes WhatsApp, appelé chaque employé pour prendre de ses nouvelles. Cette chaîne d'infos en continu, à raison d'une fois par semaine au minimum, a été appréciée», souligne Olivier Haegeli.

Il relève que, dès le début de la crise, l'état d'esprit des employés a été positif: «Ils avaient manifestement envie de travailler.»

Lorsque l'entreprise était à l'arrêt, un ou deux employés ont été malades, mais il pouvait aussi bien s'agir d'une grippe que du coronavirus. «En revanche, dans le cas où des conjoints de collègues, par exemple, ont été

contaminés, ces derniers sont restés un certain temps à la maison.»

Olivier Haegeli chiffre à quelques dizaines de milliers de francs le prix de ces moyens sanitaires, y compris la conciergerie, la sécurité, l'implication des ressources humaines, particulièrement sollicitées, et l'affichage. «Tout cela est indispensable pour continuer à produire. Et une fois la crise passée, nous garderons le gel hydroalcoolique partout dans l'entreprise», affirme notre interlocuteur.

Si ces mesures ont un coût financier, elles n'en ont pas, en revanche, selon le directeur de Willemin-Macodel, en termes de temps. «C'est plutôt la situation actuelle, où les fournisseurs ne peuvent pas fonctionner aussi rapidement qu'habituellement, où les frontières sont encore ou ont été fermées, ainsi que la baisse de productivité chez nous, car nous ne tournons pas à plein régime, qui agissent à ce niveau.»

Inquiétudes pour l'avenir

Olivier Haegeli estime avoir tout fait pour préserver la santé de son personnel et pense que l'on commence à apprendre à vivre et travailler avec le virus. Désormais, il s'inquiète surtout pour l'avenir de son entreprise: «Nous disposons d'un bon produit, du savoir-faire, d'excellents collaborateurs,

mais quand la reprise aura-t-elle lieu, s'il y en a une ? C'est ça qui est inquiétant. De toute façon, l'année 2020 est perdue. C'est d'autant plus dommage que nous l'avons très bien commencée avec, notamment, de belles mesures organisationnelles, divers projets. Il faut maintenant se focaliser sur les 12 à 15 prochains mois.»

Pour l'heure, Olivier Haegeli est satisfait d'avoir pu bénéficier de la RHT, la réduction d'horaire de travail, qui présente le double avantage de ne pas devoir licencier et de garder les compétences de l'entreprise. «Nous sommes ainsi parés pour la suite. J'espère simplement que nous aurons suffisamment de travail pour nos collaborateurs. Même interrogation pour les apprentis. Nous les avons formés et n'allons quand même pas les mettre à la rue...»

Quoi qu'il en soit, lui et ses équipes se battent. «Nous n'allons pas y arriver si l'on ne prend aucune décision. Nous ne savons pas à quoi la situation ressemblera dans 12 mois, mais il convient de tout mettre en œuvre pour qu'elle ressemble à quelque chose. Dans le domaine horloger, qui représente 25% de notre activité, les perspectives sont plutôt sombres. En revanche, elles sont meilleures dans le médical, où notre développement est important.»



Malgré la crise, l'état d'esprit des collaborateurs est positif chez Willemin-Macodel.

La Delémontaine Humard ouvre les portes sans les toucher



C'est mi-mars, alors que l'économie s'arrête brusquement, que l'idée du Pod'HUMARD (un instrument permettant d'ouvrir n'importe quelle – poignée de – porte avec le coude) germe dans l'esprit du patron de l'entreprise Humard Automation, à Delémont, Georges Humard, et le médecin-chef à l'Hôpital du Jura, Jörg Peltzer, qui sont de grands amis. «Pour mon père, c'est durant une telle période qu'un industriel doit innover, les gens n'achetant pas forcément des montres en période de coronavirus!», lance Raphaël Jr. Humard.

Le duo phosphore, esquisse un premier croquis avant que notre ingénieur, Fabrice Schaller, prenne les choses en main. Un premier prototype est créé, suivi d'un deuxième, qui aboutit au dispositif en aluminium inédit Pod'HUMARD, suffisamment léger pour éviter que la poignée de porte s'abaisse toute seule. Un brevet est déposé mi-avril, le dispositif fonctionnel deux semaines

plus tard et une dizaine de collaborateurs s'attellent à sa réalisation.»

Parallèlement, une promotion à large spectre est lancée et le Pod'HUMARD prêté à plusieurs entreprises horlogères régionales.

Les échos sont positifs et les demandes d'offres s'enchaînent: industries, hôpitaux, écoles, restaurants (pour les toilettes), privés, etc. «Certaines enseignes nous en ont commandé des centaines, souligne notre interlocuteur. Dès le millier atteint, l'objectif est de fabriquer les Pod'HUMARD par injection, afin d'en réduire le coût.»

Actuellement, un serrurier découpe l'instrument au laser et la partie amovible du dessus est usinée. Coût: 210 fr./pièce; à partir de 100 Pod'HUMARD, c'est 150 fr. l'unité. «Et notre but serait d'arriver à 50 fr.», précise Raphaël Jr. Humard.

Pour l'heure, ce dispositif est essentiellement vendu en Suisse, même s'il y a de nombreuses requêtes en provenance de l'étranger. C'est ainsi que des sociétés actives dans la vente de produits médicaux souhaiteraient le commercialiser en France, par exemple. «Nos sous-traitants se montrent également solidaires», se réjouit Raphaël Jr. Humard.

«Nous sommes une entreprise d'automatisation de 65 employés, avec des compétences d'ingénierie mécanique. Cette création inédite permet de nous diversifier, explique Georges Humard, le propriétaire et CEO, même si elle ne compense nullement le chiffre d'affaires perdu à cause du coronavirus. Mais le Pod'HUMARD a le mérite de nous donner une image sympathique et novatrice et montre aussi que nous ne nous apitoyons pas sur notre sort.»

Un robot-chariot qui élimine bactéries et virus

En outre, Humard Automation a mis sur le marché le StériKart'HUMARD, un robot-chariot équipé de lumières UVC éliminant bactéries et virus sur son passage automatisé. «Nous sommes uniquement intégrateurs pour ce produit, c'est-à-dire que nous développons le logiciel pour l'application du client, mais le robot-chariot avec les lumières UVC existait déjà. Cependant, nous vendons le pack complet», précise Raphaël Jr. Humard.

L'intérêt est bien présent, même s'il ne se traduit pas forcément en commandes.

Les hôpitaux, certaines entreprises du commerce de détail, sont à l'affût, «mais il est clair que le marché est plus limité pour le StériKart'HUMARD que pour le Pod'HUMARD. Nous démarchons et nous montrons proactifs pour la promotion du StériKart'HUMARD et pouvons même en laisser en test chez le client.»

Concernant les mesures sanitaires, Georges Humard indique que des bacs d'eau de Javel ont été installés à plusieurs endroits de l'entreprise afin d'y désinfecter les outils communs, une solution liquide oxydante qui a le mérite d'en faire de même avec les mains.



Un robot mouvant tueur de virus.

New Ingenia mise sur les parois de protection

New Ingenia SA, qui appartient au groupe Humard, est administrée par le frère de Georges, Raphaël Humard. La société fabrique depuis longtemps des parois de protection en PET sur mesure, qui s'adaptent à toutes les configurations et tous les environnements. « Si elles sont généralement utilisées pour protéger collaborateurs et machines, dans l'industrie et l'horlogerie, nous avons réorienté notre production en raison du coronavirus. Nos domaines de prédilection ayant commencé de tourner au ralenti, nous avons profité de notre réserve de PET pour équiper des institutions régionales, comme l'Hôpital du Jura, site de Delémont, et sa réception, avec les ouvertures adéquates créées dans les éléments en plexiglas. »

New Ingenia en a fait de même pour toutes les classes de l'école de Rossemaison, ainsi que de petits magasins actifs dans le commerce de détail, à Bassecourt et Courroux.

« Par la suite, nous avons été sollicités par plusieurs sociétés romandes – notre zone de chalandise – pour séparer leurs bureaux avec nos parois. »

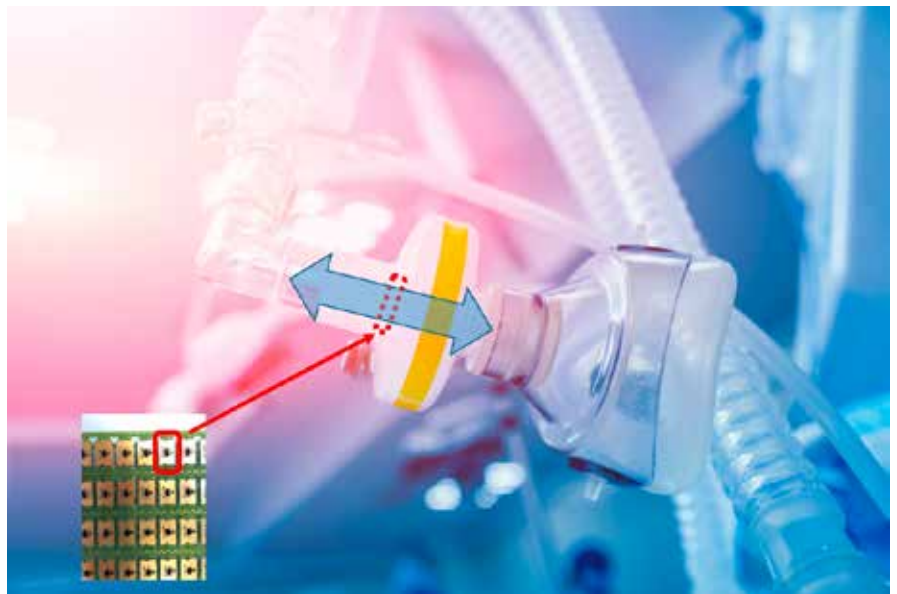
Si la réalisation de protections en PET spécifiquement destinées à protéger contre le Covid-19 est inédite pour New Ingenia, les domaines du médical et de la pharma sont couverts de longue date par le groupe Humard. « Ce changement de court terme nous donne un peu d'air, mais ne compense nullement le travail habituel perdu. »



Turck duotec : le Covid-19 lui ouvre de nouveaux horizons

Dans le cas de Turck duotec, à Delémont (220 collaborateurs), active dans la domotique, l'électronique industrielle et la technologie médicale, la crise du coronavirus a boosté son activité grâce à une entreprise déjà cliente de la région zurichoise. « Spécialisé dans la climatisation de bâtiments, l'automobile et le médical, ce leader mondial dans les capteurs de flux et de pression, s'est concentré sur ce dernier domaine à partir de fin mars dernier à la faveur d'une forte demande en respirateurs artificiels, dont elle est fournisseuse d'un composant essentiel à leur fabrication, explique Victor Callegari, directeur Business Development chez Turck duotec. Par effet domino, elle nous a contactés pour produire des capteurs de flux, mesurant la quantité d'air passant à travers le tube du respirateur artificiel, permettant ainsi à la pompe de l'appareil d'être réglée sur le bon débit. »

Notre interlocuteur envisage une croissance solide. « Actuellement,



Turck duotec fabrique un composant essentiel pour les respirateurs artificiels.

nous produisons, avec l'équipement ad hoc, plus de 200'000 éléments chaque semaine selon le procédé de fabrication destiné à la miniaturisation chip-on-board, qui fait notre singularité et notre valeur ajoutée. »

Pour répondre à la demande et la première ligne de production étant

saturée, Turck duotec en a constitué une deuxième (coût: 1 million) et les équipes y travaillent en 3x8. « Nous formons des collaborateurs à l'interne et recrutons parallèlement des professionnels au bénéfice de connaissances de la technologie chip-on-board afin d'élargir notre équipe dédiée. »

L'enjeu est de taille, car il s'agit d'une extension à long terme de l'activité de l'entreprise delémontaine, grâce aux différents marchés desservis par son client alémanique. «D'ici quelque temps, nous disposerons de quatre lignes de production, précise notre interlocuteur. Elles sont d'autant plus nécessaires que notre partenaire zurichois a d'autres projets dans les domaines médical, de l'automobile et de la domotique, où la technologie chip-on-board est utilisée.»

Victor Callegari indique qu'une petite dizaine d'employés supplémentaires vont être formés ou engagés pour faire tourner les chaînes de production. «Sans cette requête subite assortie de perspectives, nous aurions attendu avant d'investir. Mais une fois l'infrastructure intégralement en place, nous bénéficierons, à Delémont, d'un site de référence en matière de miniaturisation de l'électronique, qui suscitera l'intérêt de nouveaux clients. Le secteur médical prend ainsi une importance grandissante chez nous.»

Témoignage d'une jeune agente de police

« Venez, il y a des jeunes qui jouent au foot ! »

« Mon travail a changé dans la mesure où passablement d'activités ont été suspendues du jour au lendemain : auditions, actes d'enquête, affaires moins urgentes... »

Notre rôle était d'être sur le terrain afin que la population nous voie, qu'elle se sente rassurée, que nous puissions aussi, bien sûr, vérifier que les prescriptions sanitaires soient appliquées.

J'ai remarqué avec satisfaction que, dans leur grande majorité, les citoyens ont été très disciplinés. Les responsables d'entreprises ou les restaurateurs ont parallèlement bien joué le jeu. Il a toutefois fallu sévir avec quelques groupes trop volumineux d'adolescents, qui ne respectaient pas la distanciation sociale et le regroupement de personnes. Il y a également eu des dénonciations à propos de l'étang de la Gruère, bien fréquenté, alors même que le site était fermé.

Ma profession nécessite une forte présence sur le terrain. Je ne me suis toutefois jamais sentie en danger à cause du coronavirus. Nous disposions toujours du matériel adéquat pour nous protéger : gel hydroalcoolique, gants, masque.

Il est à noter qu'au plus fort de la crise, la chute de la criminalité a été nette. Les cambriolages ont en outre clairement diminué, certainement parce que les habitants étaient cloîtrés chez eux, mais également du fait, entre autres, de la fermeture des frontières.

Ce qui m'a marqué et me fera bien rire dans quelques années, c'est lorsque je repenserai à ce genre d'appels reçus de notre centrale : « Il faut vous rendre à tel endroit, car il y a des jeunes qui jouent au foot ! Dans notre profession, on reçoit ce type d'appels une fois dans sa carrière ! »



À 24 ans, Linsey Jeambrun, gendarme de Bassecourt, a vécu des moments singuliers en plein cœur de la pandémie.



Jura Tourisme/Anthony Brown

Jura Tourisme confiant pour cet été

Une nature accueillante, de vastes espaces et des prix défiant toute concurrence sont les trois éléments-clés qui devraient inciter de nombreux touristes suisses à visiter notre région ces prochains temps.

Au niveau de Jura Tourisme, la priorité a été mise sur le soutien aux membres de l'association avec une information régulière, par exemple s'agissant de l'appui administratif pour les dossiers de RHT, d'APG (allocations pour perte de gain) et de prêts. « Cela dit, le tourisme est très fortement impacté, car le virus a sévi au plus mauvais moment, lors du lancement de la saison. Ce qui a été perdu ne pourra être compensé. Actuellement, nous estimons les pertes de chiffre d'affaires annuel des entreprises touristiques autour de 30%, déplore Guillaume Lachat, directeur de Jura Tourisme. Quant aux groupes ou congrès, ils risquent de faire défaut encore un moment. Les grands événements estivaux manqueront aussi pour dynamiser la demande. L'expérience a montré qu'il fallait 2-3 ans après chaque crise pour retrouver les résultats d'avant celle-ci. Or, nous

n'en avons jamais connu de cette ampleur... ».

Le problème réside encore, à plus long terme, dans l'accumulation des dettes dans un secteur à faibles marges bénéficiaires. « Un récent sondage indiquait que près d'une entreprise touristique helvétique sur quatre risquait la faillite. Et comme ce domaine fonctionne en chaîne de service, si un maillon manque, les conséquences se répercutent sur les autres. »

Envol des demandes et réservations

Heureusement, depuis deux mois environ, les demandes et réservations sont nombreuses. Bémol cependant : pas pour tous les types de prestataires.

« Comme d'habitude, ce sont en premier lieu les Suisses qui viendront

dans le Jura cet été. Avec cette année particulière, il y en aura même davantage. Quarante pour cent de nos compatriotes avaient prévu de partir à l'étranger et une partie restera finalement dans notre pays, dont un certain nombre visitera le Jura », prévoit Guillaume Lachat.

Notre canton a donc une belle carte à jouer, les touristes ayant, en ce moment, davantage envie de nature et d'espaces verts à perte de vue que de croisières ou de capitales européennes.

Avec la pandémie, le réflexe suisse et régional dans les choix de consommation, une attention plus grande apportée à la santé, un intérêt marqué pour la cuisine et la gastronomie locales après le confinement, le souhait d'être à l'air libre et en mouvement avec la pratique accrue de la marche



Après le semi-confinement, les balades au grand air ont plus que jamais la cote.

et du vélo et le besoin de passer du temps en famille/pour les loisirs, se sont amplifiés ou sont apparus.

«Autant d'appétences tendant à prouver que notre région sera plébiscitée, poursuit notre interlocuteur. Reste que volume ne signifie pas forcément rentabilité. Ce n'est pas en 2020 que les prestataires vont engranger beaucoup de bénéfices. Du fait des plans de protection, les capacités d'accueil resteront limitées. Je perçois cette saison estivale surtout comme l'occasion pour les prestataires et Jura Tourisme de fidéliser une nouvelle clientèle.

Nous ne devons pas oublier la population locale et l'informer des activités

de proximité, réalisables en toute sécurité et avec un maximum de plaisir.»

Comparativement à d'autres cantons, le Jura dispose d'un avantage considérable : ses prix hyper concurrentiels. Une semaine au bord du Doubs coûte nettement moins cher qu'une durée comparable à Zermatt, par exemple. Sans oublier nos grands espaces, idéaux pour y pratiquer la mobilité douce, et diverses offres attractives, notamment pour essayer l'équitation et voyager avec les transports publics.

L'ère des camping-cars

Ce type de loisirs est en vogue depuis quelques années. «En réponse à la

pandémie, il est d'autant plus prisé que les gens se déplacent avec leurs propres chambre, cuisine..., analyse le directeur de Jura Tourisme. Avant le week-end de l'Ascension, les campings ont été ouverts à ce genre de véhicules équipés de leurs propres sanitaires; une excellente décision. Pour juillet et août, en collaboration avec le Canton et les communes, nous allons augmenter les capacités. L'idée n'est pas de concurrencer les campings existants, mais d'assurer un bon accueil aux camping-caristes, un public intéressant qui, contrairement à certaines idées reçues, consomme dans la région. A plus forte raison si les zones dédiées se trouvent près des commerces, restaurants ou autres activités de loisirs.»

Notons, enfin, que Jura Tourisme a complété son offre de mobilité, avec l'e-bike notamment, «mais les grandes nouveautés interviennent dans nos villes : à Porrentruy, le cheminement, animé, vers le Château a été complètement revu. A St-Ursanne et Delémont, des Circuits secrets ont été développés, permettant de découvrir des lieux inédits en toute autonomie», conclut Guillaume Lachat.

Textes : Didier Walzer

LE KIT DE L'ÉTÉ

+
+
+

www.jura.ch/coronavirus
 032 420 99 00

JURA
RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA



Jacques Gerber, ministre de l'économie et de la santé.

« Je crois en la capacité de nos entreprises à se réinventer »

Le ministre de l'économie et de la santé, Jacques Gerber, a été en première ligne lors de la crise du coronavirus. Désormais, il s'agit de faire face à l'avenir. Avec pragmatisme. Rencontre.

Les enjeux de l'après-crise pour le Canton ?

Déjà, l'après-crise, ça veut dire quoi ? Pour l'heure, on ne sait pas s'il y aura une deuxième vague... Par conséquent, il faut continuer à faire comprendre que les règles sanitaires doivent être respectées jusqu'à ce qu'on soit débarrassé de ce virus ou que l'on ait appris à composer avec lui.

Au plan économique, l'Etat doit être à l'écoute des entreprises et faire en sorte que les caractéristiques jurassiennes – industrie d'exportation axée sur l'horlogerie et la machine-outil – soient pleinement prises en compte dans les futures décisions fédérales. A ce propos, je salue l'augmentation de 12 à 18 mois du chômage partiel, qui continuera d'être fortement mis à contribution dans un canton comme le

nôtre: si le PIB national chute de 7% d'ici à la fin de l'année, la diminution sera encore plus marquée dans le Jura.

Enfin, il conviendra de gérer au mieux les budgets de l'Etat et des collectivités publiques dans cette situation exceptionnelle avec, pourquoi pas, une nouvelle manière de travailler, dont nous pourrions être les précurseurs.

L'économie jurassienne est-elle suffisamment résiliente pour surmonter cette crise ?

Oui, si les instruments mis en place au niveau fédéral peuvent tenir sur la distance de la crise. Outre la RHT, je pense aux cautionnements qui devront aller au-delà de ce qui a été proposé jusqu'à présent.

En outre, je crois fondamentalement en la capacité de nos entreprises à

se réinventer. Cela ne se fait pas en quelques mois. C'est pourquoi il est nécessaire de les accompagner et le Canton, seul, n'a pas les moyens de les soutenir, à l'exception de certaines démarches dans le domaine de l'innovation, et de l'appui aux conditions-cadres pour qu'elles leur restent favorables.

Un plan jurassien de relance économique est-il envisagé ?

Ne nous précipitons pas. Aujourd'hui, nous sommes clairement dans l'expectative, ne savons pas comment la situation internationale va évoluer. Il est donc difficile d'imaginer les bons instruments. Cela dit, je ne crois pas à la capacité de la Suisse – ne parlons même pas d'un canton – de mettre en place un plan de relance à la Keynes dans les années 30.

Il s'agit, en premier lieu, de faire en sorte que les investissements publics planifiés soient réalisés en temps et en montants évalués. Cela apportera une première bouffée d'oxygène. Par la suite, peut-être sera-t-il envisageable de venir en aide, de manière ponctuelle, à certains secteurs de l'économie sinistrés, comme, par exemple, les agences de voyages, qui ont vu leur activité réduite à néant du jour au lendemain.

Que peut-on attendre de la Banque nationale suisse ?

Il y a un vrai-faux débat en lien avec la BNS : elle n'est pas là pour injecter de l'argent dans l'économie, mais garantir que les conditions monétaires soient réunies pour assurer le bon fonctionnement de cette dernière.

C'est ainsi qu'elle est massivement intervenue sur le marché des changes pour limiter la vigueur du franc. Ce qu'elle ne peut d'ailleurs faire indéfiniment, notre monnaie s'appréciant pour des raisons objectives de stabilité et de sécurité institutionnelles, économiques et sociales en Suisse, des aspects attractifs pour les investisseurs, particulièrement en période de crise.

J'ajoute qu'en contribuant à maintenir les taux d'intérêt bas, la BNS vient déjà en aide à l'économie helvétique.

Il n'y a rien à attendre d'elle, hormis, peut-être, une redistribution d'une partie de ses bénéfices à l'échelle nationale.

L'impact de la crise, selon vous, sur les votations du 27 septembre et l'« initiative de limitation » de l'UDC ?

La Suisse joue là davantage que sa crédibilité, son avenir économique dans le concert européen.

Vu la situation actuelle, où les commandes en provenance de l'étranger sont quasiment au point mort dans certains de nos secteurs d'activité et, à plus forte raison, pour une économie comme la nôtre basée sur l'exportation, nous devons obligatoirement maintenir des relations ouvertes et au beau fixe avec l'Union européenne. C'est-à-dire faire évoluer le cadre législatif actuel pour le renforcer.

Le coronavirus a souligné notre dépendance envers l'étranger pour écouler nos marchandises et la circulation des personnes. Rappelons que le personnel de l'Hôpital du Jura est composé d'un tiers de frontaliers.

Un élément qui a particulièrement bien fonctionné dans le Jura durant la crise sanitaire ?

La réactivité de l'ensemble des acteurs impliqués et la rapidité de la prise de décisions. Le Jura a également été précurseur dans l'appréciation de l'évolution de la situation, car nous craignons d'être « un deuxième Tessin » en raison de notre proximité avec Mulhouse, un des principaux foyers de contamination en France. C'est pourquoi nous étions en contact étroit avec les autorités de cette ville, ainsi que le Conseil fédéral.

Nous avons été les premiers à activer, en Suisse, l'état-major cantonal de conduite (EMCC), chargé de la préparation et de la direction opérationnelle des interventions en cas de situations extraordinaires. Les collaborateurs et collaboratrices concernés ont fait preuve d'une flexibilité et d'une résilience à la charge de travail impressionnantes.

Et qu'est-ce qui aurait moins bien fonctionné ?

Si nous n'avons jamais été en rupture de stock, il existe un net potentiel d'amélioration en matière d'approvisionnement de biens de consommation et de matériel sanitaire au niveau des cantons et de la Confédération.

Que vous a appris cette crise à titre personnel ?

Que face à un tel virus, on navigue dans le brouillard, de nuit. Dans ces circonstances, il est essentiel de coopérer avec l'ensemble des forces disponibles, de partager totalement l'information, de faire confiance. Il n'y a plus de hiérarchie dans l'élaboration de la décision.

Je n'avais jamais vécu aussi intensément cette puissance du collectif dans la gestion.

Mais, à un moment donné, une capacité décisionnelle est indispensable pour trancher. J'ai constaté que j'étais capable de le faire au terme du processus évoqué. Toutefois, ce n'est pas simple à assumer psychologiquement, même si l'on est certain d'avoir pris la seule bonne décision possible dans un contexte donné.

Le lendemain, l'humilité s'impose pour prendre une autre décision, même si elle donne l'impression de se désavouer. C'est le propre même de la navigation dans le brouillard, de nuit.

Propos recueillis par Didier Walzer
Photo : Agence Bist, Stéphane Gerber

P.P.
CH-2800 Delémont 1
Poste CH SA

IMPRESSUM

Objectif Emploi est publié par le Service de l'économie et de l'emploi (SEE) dans le cadre de sa fonction d'observation du marché du travail, au service de tous les acteurs intéressés par le marché du travail au sens large. Alimenté par des collaborateurs, ainsi que par des spécialistes ou personnalités invitées, le magazine traite du marché du travail sous tous ses aspects, notamment économiques, sociaux ou encore juridiques.

Rédaction : Didier Walzer, Nicolas Ackermann

Impression : Pressor SA
Tirage : 3500 exemplaires

Parution : trimestrielle

Prix : gratuit

Contact : questions générales, demandes d'exemplaires supplémentaires, modifications d'abonnement, propositions de sujets : didier.walzer@jura.ch ou tél. 032 420 52 10.